

<p>Un syndicat qui informe</p>		<h2>L'actualité DGFIP et Fonctionnaires</h2> <p>Ministère des Finances 139 Rue de Bercy 75572 Paris Cedex unsadgfp.bn@dgfp.finances.gouv.fr 01 44 97 33 41 / 01 44 97 33 38</p>	<p>MOBILISES pour nos missions !</p>
<p>Un syndicat responsable</p>			<p>MOBILISES pour nos emplois !</p>
<p>Un syndicat utile</p>			<p>MOBILISES pour nos salaires !</p>

L'UNSA DGFIP SE JOINT À L'APPEL À LA GRÈVE DU 14 NOVEMBRE 2019

Il n'est pas dans nos pratiques d'appeler les agents à faire grève, loin s'en faut. Certains collègues nous ont même reproché de ne pas l'avoir fait le 16 septembre dernier. Nous nous sommes déjà expliqué sur ce point.

Pour l'UNSA, le dialogue est toujours plus constructif que l'opposition systématique ou le boycott des réunions avec l'administration.

L'UNSA est présente aux côtés des agents contre le projet de géographie revisitée

Partout où nous sommes présents, nos militants vont à la rencontre des élus locaux afin de les sensibiliser et d'obtenir leur soutien contre les projets présentés par les directeurs locaux. C'est une action de l'ombre, qui « claque » moins qu'une journée de grève, mais dans certains départements, cela a permis de faire bouger les lignes.

Après les bons taux de grévistes de la journée de mobilisation du 16 septembre nous ne comprenons pas pourquoi l'intersyndicale CTR n'a pas tiré parti de ce rapport de force en sa faveur pour s'asseoir autour d'une table avec le directeur général et commencer à discuter, à trouver ensemble des solutions qui prennent en compte les attentes des agents.

Au lieu de profiter de cet avantage, l'intersyndicale CTR a préféré s'enfermer dans un cercle de contestation. Mais quand on est dans un cercle, on tourne en rond ! Et à la fin, c'est celui qui est en dehors du cercle, en l'occurrence l'administration, qui s'en sort le mieux puisqu'elle peut mettre en place tous ses projets de réforme sans qu'ils soient contestés, sauf lors des journées de grève.

L'UNSA a recherché la concertation

Nous avons continué, au niveau national, à participer au dialogue social informel afin que, sur des sujets importants comme le télétravail, les conditions de vie au travail ou les règles de mutations, l'administration entende tout de même la voix des agents. Nous avons formulé à plusieurs reprises, avec la CGC DGFIP, des propositions pour créer les conditions d'un dialogue social concerté.

Malheureusement, nous devons constater que, malgré les beaux discours du directeur général, il n'y a aucune volonté de concertation de la part de l'administration.

Les projets présentés lors des groupes de travail, à quelques exceptions près, ne sont pas amendables. **Il n'y a rien à discuter.**

Ce constat est amer.

Nous avons espéré que l'administration s'appuie sur notre présence pour montrer sa bonne foi aux autres organisations syndicales et sa réelle volonté de concertation. Un début de discussion avec nous aurait pu convaincre d'autres organisations syndicales à se joindre à cet embryon de concertation.

Il n'en a rien été.

L'UNSA refuse de servir de faire-valoir dans un dialogue social tronqué

Par son entêtement, l'administration nous contraint à revoir notre positionnement. Même si nous pensons que les mouvements de grève successifs ne sont pas une solution au regard de leur impact financier sur le pouvoir d'achat de nos collègues, **l'UNSA DGFIP se rallie à l'appel à la grève du 14 novembre 2019, et ceci même si l'intersyndicale CTR nous dénie le droit d'être sur le tract d'appel et d'être présent à leurs côtés, sous nos couleurs, dans les manifestations.**

Dans le même temps nous suspendons notre participation aux groupes de travail nationaux jusqu'à cette date.

L'UNSA réclame un dialogue social constructif et concerté Il est temps que les choses changent. La balle est dans le camp de l'administration. C'est par des actes concrets de sa part, des annonces volontaristes, par exemple sur les mesures d'accompagnement financières des restructurations ou sur le réseau des accueils de proximité, que l'administration pourra rétablir la confiance.

Si l'administration campe sur ses positions, le dialogue social à la DGFIP risque de se réduire à sa plus simple expression pour de nombreuses années.

**CONTRE LE PROJET DE NOUVEAU RÉSEAU
DE PROXIMITÉ TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
LE 14 NOVEMBRE 2019**